

que étaient, à ce que l'on m'a dit, exorbitants et des membres du gouvernement britannique se sont efforcés en Angleterre d'obtenir une réduction par le moyen de la concurrence. Il s'en est suivi, non pas que cet homme n'a rien vendu, mais qu'il a obligé ceux qui dans le moment étaient en négociations avec les autorités britanniques à diminuer leur prix dans une juste mesure. Voilà ce que j'ai voulu dire quand j'ai déclaré que, par l'entremise de cet homme, le gouvernement britannique avait économisé plusieurs millions. Comme on ne l'ignore pas, je n'ai cessé de dire depuis le commencement des hostilités que, pour remporter la victoire dans cette guerre, ce sur quoi il faut compter c'est l'argent et les munitions. La chair et le sang ont peu de chance contre l'acier, les obus et les hauts explosifs.

D'ancienne date, j'ai soutenu, que cette guerre allait éclater et que nous avions le devoir de nous y préparer, pendant que les marchandises étaient à bon marché. Je savais qu'en Allemagne, les magasins de l'Etat étaient bondés de fusils et de munitions de guerre, ce qui est confirmé par les faits, puisqu'on n'a pas encore entamé ces réserves d'avant-guerre. Appelant l'attention sur la nature économique de la fabrication de ces munitions en Allemagne, j'ai fait observer que les nations qui la combattraient auraient à produire leurs munitions à la hâte, avec une main-d'œuvre inexpérimentée et dans des conditions fort défavorables; bref, que les prix qu'auraient à payer les Anglais, les Français et les colonies, seraient forcément anormaux, en temps de guerre. Je déclarai alors qu'il fallait faire toutes les économies possibles, afin d'assurer la victoire de la liberté. Je n'ai donc nullement hésité à prêcher mon appui aux fabricants de harnachements, de chemises, de chaussures, de vêtements, bref à tous ceux qui avaient des marchandises à vendre et qui pouvaient fournir ces articles au gouvernement britannique à des prix légitimes.

On a posé à l'honorable député de Richmond, au cours de sa harangue, les questions que voici:

Le très hon. sir Robert Borden: L'honorable député donne-t-il lecture d'un contrat ou d'un dossier?

M. Kyte: Je lis un exposé de faits que j'ai préparé.

Le très hon. sir Robert Borden: Voudrait-il bien me passer les contrats qu'il pourrait citer quand il en aura donné lecture?

M. Kyte: Je passerai au premier ministre tout ce qu'il a droit d'exiger de moi. La commission des munitions ne s'empresse guère de nous éclairer. A mon avis, il ne faut pas hésiter à affirmer ses droits en pareille matière.

Le très hon. sir Robert Borden: Je ne demande nullement à l'honorable député d'abandonner ses droits. Je le prie tout simplement, de bien vouloir, par courtoisie, me passer le document dont il a donné lecture.

On dit qu'un faux-fuyant est plus condamnable qu'une fausseté.

M. Kyte: Nous vous avons déjà passé un document.

Si on n'est pas en droit de conclure de là que l'honorable député donnait lecture d'un contrat, j'avoue que je ne comprends plus l'anglais. Plus loin, il mentionne un marché passé avec l'Electrolytic Metals Company dont j'ignorais encore l'existence puis il ajoute:

J'ai ici un état de la somme réellement répartie entre Yoakum, Lignanti et Allison.

Puis il donne lecture d'une liste des commissions d'un chiffre assez élevé pour donner le vertige à la députation. Une fiction? Mon conseil qui m'attendait à mon arrivée à New-York, m'assure que pareille répartition de deniers n'a jamais eu lieu et ne se fera jamais.

Après avoir mentionné un marché passé avec une des compagnies de munitions, dont je ne sais absolument rien, l'honorable député parle de la Edward Valve Manufacturing Company, question qui sera débattue devant la commission, puis il ajoute:

Sur une entreprise négociée entre la Canadian Vickers et Allison pour 50,000 fusils, comme l'affaire des fusils Allison, Yoakum et Allison reçoivent \$625,000.

On m'informe qu'il n'est pas probable qu'ils aient jamais reçu un dollar ni qu'ils n'en toucheront jamais. Il dit:

Puis, sur une entreprise négociée entre la Canadian Vickers et J. W. Allison pour vente de 140 fusils, et connue sous le nom d'affaire des fusils Allison-Southern, Allison et Yoakum reçoivent \$1.25 par fusil, soit \$175,000, moins un huitième payé à Lignanti.

Ils n'ont jamais reçu un dollar et n'en toucheront jamais un seul. Et cependant, voilà qu'un gentilhomme, représentant un libre comté au Parlement canadien, sachant que ses affirmations ne reposent sur rien, prend la parole et formule ici même ces allégations d'une si abominable inexactitude:

M. L'ORATEUR: A l'ordre! L'honorable ministre outrepassa les règles du débat.

L'hon. sir SAM HUGHES: Je m'incline devant la décision. Je retire le mot "abominable". L'honorable député mentionne ensuite un marché passé pour 2,500 tonnes d'acide picrique, sur lequel il